Les droits humains à l'épreuve de la Covid-19 : Le cas de la lutte contre l'excision en Afrique

Ben Luther Touere Elenga

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/12799>

DOI: 10.4000/revdh.12799

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Ben Luther Touere Elenga, "Les droits humains à l'épreuve de la Covid-19 : Le cas de la lutte contre l'excision en Afrique", *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 12 July 2021, connection on 06 December 2021. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/12799> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.12799>

This text was automatically generated on 6 December 2021.

Tous droits réservés

Les droits humains à l'épreuve de la Covid-19 : Le cas de la lutte contre l'excision en Afrique

Ben Luther Touere Elenga

- 1 **La lutte contre l'excision, une priorité des Nations Unies et de certains États africains.** L'élimination de l'excision, ou plus généralement la lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF), a été considérée par l'Organisation des Nations-Unies (ONU) comme un des leviers importants de l'Objectif de développement durable, qu'il faut atteindre à l'horizon 2030¹. Près de 4 millions de filles sont victimes des mutilations génitales chaque année et plus de 200 millions de filles et de femmes en ont déjà subi à travers le monde². Les MGF sont définies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme « l'ablation totale ou partielle de tout ou d'une partie des organes génitaux externes à des fins autres que thérapeutiques »³. Sur le seul continent africain, on estime à 91,5 millions le nombre de femmes et de filles victimes de mutilations génitales, et à environ 3 millions le nombre de filles excisées chaque année dans au moins 28 pays du continent⁴. Dans les pays où elle existe⁵, cette pratique est généralement justifiée par de multiples raisons tenant à la tradition culturelle, au mariage, à la sexualité et aux croyances religieuses, voire mythologiques.
- 2 Quels qu'en soient les motifs, cette pratique constitue une violation grave des droits humains : « droit à l'intégrité physique et mentale ; droit universel à la santé ; droit de ne pas subir de discrimination fondée sur le sexe ; droits de l'enfant (droit à atteindre tout son potentiel, droit à ce que son opinion soit prise en compte, etc.) ; droit de ne pas subir de traitements cruels, inhumains et dégradants ; droit à la vie (lorsque la pratique entraîne la mort) »⁶. Or l'ensemble de ces droits sont garantis dans des textes juridiques internationaux et régionaux relatifs aux droits humains applicables en Afrique. Certaines conventions internationales juridiquement contraignantes - telles que la Convention des Nations-Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979⁷ et la Convention des Nations-Unies sur les droits de l'enfant de 1989⁸ - fournissent une base juridique pour lutter contre les mutilations

génitales féminines⁹. À ces sources à vocation universelle, s'ajoutent des textes à vocation régionale. On pense en particulier à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, à la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, au Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes de 2003, qui s'intéressent de manière directe à la question de la lutte contre les MGF. Ainsi, plusieurs États africains – dans lesquels ces mutilations ont cours – ont adopté des mesures juridiques pour interdire cette pratique et en sanctionner les responsables¹⁰. Pour faire reculer la pratique, diverses actions de sensibilisation ont été menées par des associations, des organisations gouvernementales et non gouvernementales de défense des droits humains, à destination de différents publics, notamment les chefs religieux et traditionnels, les autorités politiques et judiciaires, les jeunes, les responsables d'établissements scolaires, etc. Cette lutte est donc caractérisée par un double volet de répression et de sensibilisation. Cependant, les efforts entrepris se sont trouvés entravés depuis l'apparition de la pandémie de Covid-19¹¹.

- 3 **La lutte contre l'excision menacée par la crise sanitaire.** On constate ces derniers mois une nette augmentation de la pratique d'excision. Les mesures de confinement et de fermeture d'établissements scolaires adoptées en réponse à la crise sanitaire ont eu pour conséquence d'interrompre de manière brusque toutes les campagnes de sensibilisation contre la pratique des MGF et d'exposer un nombre croissant de filles à des risques de mutilations et de mariages précoces. Ainsi, selon les Nations-Unies, « deux millions de femmes et de filles pourraient subir des mutilations génitales féminines (MGF) au cours de la prochaine décennie, en plus des 4 millions déjà à risque chaque année, parce que la Covid-19 oblige les écoles à fermer et perturbe les programmes qui contribuent à protéger les filles contre ces pratiques néfastes »¹².
- 4 Selon l'Unicef, la pandémie de Covid-19 constitue un frein à tous les efforts consentis dans la lutte contre les MGF ces dernières années et, au-delà, une menace sérieuse à la garantie des droits fondamentaux des filles¹³. En effet, les mesures de confinement impactent, de manière parfois disproportionnée¹⁴, les filles en ce qu'elles les privent de lien social, d'accès à la santé, d'éducation, voire des moyens de subsistance, et les exposent à un risque élevé d'abus et de pratiques inhumaines, telles que les MGF. Il s'agit là, pour l'Unicef, de « facteurs aggravants [qui] menacent cruellement de freiner les efforts menés dans la lutte contre les MGF et donc de retarder les progrès accomplis »¹⁵.
- 5 Cette analyse est confirmée par nombre d'ONG. Ainsi Isabelle Gillette-Faye, directrice générale de la Fédération nationale du Groupe pour l'Abolition des mutilations sexuelles, relève une augmentation vertigineuse des MGF au Kenya et en Ouganda : « Tous les bons résultats obtenus ces dernières années ont été balayés par la pandémie du Covid-19. Vu que beaucoup d'écoles sont fermées, il y a eu des mariages forcés avant l'âge de 16 ans. Ces unions ont amené à des mutilations sexuelles, afin que les filles soient des femmes "pures". Enfin, face aux difficultés économiques pendant le confinement, d'anciens exciseurs et exciseuses ont vu une opportunité de pratiquer de nouveau contre de l'argent, pour nourrir leur famille »¹⁶. Alors qu'au Kenya la pratique des MGF est interdite depuis 2011, la secrétaire d'État au genre, Rachel Shebesh, rapporte que depuis le début de la crise sanitaire, cette pratique a augmenté de 30% dans certaines contrées où de nombreuses familles profitent des mesures d'isolement, de confinement ou encore de la fermeture des écoles pour exciser leurs filles¹⁷. L'ONG plan international signale également une nette augmentation des MGF en Somalie suite

à la déscolarisation des filles en raison du confinement¹⁸. Selon une étude de l'Unicef, 98% des filles et des femmes âgées de 15 à 49 auraient déjà subi une excision dans ce pays¹⁹. L'ONG Vision du monde souligne également les effets néfastes de la pandémie de Covid-19 sur les droits fondamentaux des filles en Somalie mais également en Éthiopie ou au Mali. Dans ce dernier État, les filles et femmes sont mutilées à près de 90%. Pour sa directrice Camille Romain des Boscs, « c'est un retour en arrière. Confinées, les filles se sont retrouvées à la merci des violences intrafamiliales, physiques et psychologiques. Les mutilations génitales sont considérées comme des rituels de passage, avant le mariage. Il y a d'ailleurs eu une hausse de 30% des mariages forcés d'enfants en 2020, à l'échelle mondiale. Ce sont des phénomènes de violences qui se cumulent. »²⁰.

*

- 6 Tous ces éléments rapportés montrent les effets néfastes de la pandémie du Covid-19 sur les mesures déjà entreprises par certains pays africains pour lutter contre les mutilations génitales féminines. Faut-il alors, même après la pandémie de Covid-19, craindre la recrudescence de la violation des droits des femmes et des filles à travers des excisions ? La réponse est affirmative. En effet, malgré quelques progrès enregistrés ces dernières années dans plusieurs pays africains, les acquis sont fragiles dans des pays attachés à un droit coutumier entrant sur ces questions en concurrence avec le droit international des droits de l'homme²¹. Aussi existe-t-il un réel risque que les filles et femmes voient durablement leurs droits reculer au-delà de la crise.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. A/RES/71/313, objectif n° 5, p. 7.

2. <https://news.un.org/fr/story/2020/02/1061322>, consulté en juin 2021.

3. L'OMS précise que : « Le terme de mutilation sexuelle féminine a été retenu dans l'argumentaire, les recommandations internationales utilisent, pour certaines, d'autres termes, par exemple : mutilation génitale sexuelle, excision, coupure ».

https://www.has-sante.fr/upload/docs/application/pdf/2020-02/reco307_argumentaire_mutilations_sexuelles_feminines.pdf, consulté en juin 2021.

4. <https://www.who.int/reproductivehealth/topics/fgm/prevalence/fr/>, consulté en juin 2021.

5. Quelques principaux pays africains qui pratiquent les MGF d'après l'Unicef : Somalie 98%, Guinée 97%, Djibouti 93%, Mali 89%, Soudan 87%, Burkina Faso 76%. https://www.unicef.org/media/files/FGMC_2016_brochure_final_UNICEF_SPREAD.pdf, consulté juin 2021.

6. Rapport des Nations-Unies sur les droits humains et la pratique des mutilations génitales féminines/excision en Guinée, avril 2016, p. 24 et s.
<https://www.excisionparlonsen.org/comprendre-lexcision/quest-ce-que-lexcision/pourquoi-lexcision-est-elle-une-violation-des-droits-humains/>, consulté en mai 2021.
7. Convention des Nations-Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, New York, 18 décembre 1979, entrée vigueur le 3 septembre 1981, 99 États signataires et 189 États parties, Nations-Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, p. 13.
8. Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant, New York, 20 novembre 1989, entrée en vigueur le 2 septembre 1990, 140 États signataires et 196 États parties, Nations-Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1577, p. 3. « Au sens de la présente Convention, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable ».
9. <https://www.endvawnow.org/fr/articles/645-le-droit-international-relatif-aux-droits-de-lhomme-et-les-mutilations-genitales-feminines.html>, consulté en mai 2021.
10. Djibouti (art. 333 du Code pénal) ; Ghana (art. 69 A du Code pénal) ; Burkina Faso (art. 380 du Code pénal) ; Côte d'Ivoire (art. 1^{er} de la loi n°98/757 du 23 décembre 1998) ; Sénégal (art. 7 de la Constitution de 2001) ; Togo (art. 1^{er} de la loi du 21 novembre 1998) ; Tanzanie (art. 13 de la Constitution de 1998) ; Niger (art. 232.1 du Code pénal) ; Éthiopie (art. 565 & 566 du Code pénal) ; Kenya (art. 14 de la loi sur les enfants de 2001) ; Somalie (art. 15 de la Constitution de 2012) ; Guinée Conakry (art. 13 de la loi L/2000/010/AN du 10 juillet 2000).
11. Pour un aperçu de la situation de l'Afrique face au Covid-19 : <https://news.un.org/fr/story/2021/06/1098872> ; <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1091752> ; <https://www.un.org/africarenewal/fr/derni%C3%A8re-heure/cea-rapport-le-covid-19-en-afrique-sauver-des-vies-et-l%C3%A9conomie> ; <https://www.un.org/africarenewal/fr/derni%C3%A8re-heure/la-prolif%C3%A9ration-des-variants-de-la-covid-19-alimente-la-forte-recrudescence-de-cas> ; <https://www.oecd.org/fr/csao/coronavirus-ouest-afrique/> ; https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/11/l-afrique-face-au-covid-19-le-continent-s-inquiete-d-une-troisieme-vague_6083742_3212.html (ces liens ont été consultés en juillet 2021) ; ou encore le Rapport analytique de l'IDEA, « *L'impact de la crise du Covid-19 sur le constitutionnalisme et l'État de droit dans les pays francophones et lusophones d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale* », Stockholm (Suède), 23 avril 2020, 18 p ; F. EBOKO, S. SCHLIMMER, « COVID-19 : l'Afrique face à une crise mondiale », politique étrangère, 2020/4 (Hiver), pp. 123-134.
12. <https://news.un.org/fr/story/2021/02/1088742>, consulté en juin 2021.
13. <https://www.unicef.fr/article/mettre-fin-aux-mutilations-genitales-feminines-des-progres-en-ralentissement>, consulté en juin 2021.
14. Pour une analyse de la situation des filles au regard du droit à l'éducation dans le monde, v. V. Desprez, M. Mikolasek et L. Sella, « Quel état des lieux de l'éducation pour toutes et tous au XXI^e siècle ?
 À propos des rapports de l'UNICEF et de l'UNESCO », Les lettres d'actualité, mai 2021. <https://journals.openedition.org/revdh/11869>
15. <https://www.unicef.fr/article/mettre-fin-aux-mutilations-genitales-feminines-des-progres-en-ralentissement>, *op.cit.*, consulté en juin 2021.
16. <https://www.lefigaro.fr/international/recrudescence-des-excisions-avec-la-crise-du-coronavirus-20210121>, consulté en février 2021.
17. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/25/au-kenya-le-covid-19-fait-reculer-la-lutte-contre-les-mutilations-sexuelles_6044155_3212.html, consulté en avril 2021.
18. <https://www.plan-international.fr/news/2020-05-20-somalie-les-filles-descolarisees-et-mutiles-pendant-le-confinement>, consulté en avril 2021.
19. https://www.unicef.org/media/files/FGMC_2016_brochure_final_UNICEF_SPREAD.pdf, *op.cit.*, consulté en juin 2021.

20. <https://www.lefigaro.fr/international/recrudescence-des-excisions-avec-la-crise-du-coronavirus-20210121>, *op.cit.*, consulté en février 2021.

21. M.-G. GUIGMA DIASSO., « *Projet de rapport de la lutte contre la pratique de l'excision* », Session de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, Document n° 26, Bruxelles, 8-12 juillet 2012, p. 16.

ABSTRACTS

En Afrique, la lutte contre l'excision s'intensifie depuis quelques années. Toutefois, la pandémie de Covid-19, qui frappe depuis plus d'un an rend plus difficile cette lutte contre les mutilations génitales féminines.

INDEX

Mots-clés: Droits humains, Covid-19, Excision, Mutilations sexuelles féminines

AUTHOR

BEN LUTHER TOUERE ELENGA

Docteur en droit public, ATER à l'Université Sorbonne Paris Nord, Membre de l'Institut de Droit public, sciences Politiques et Sociales (IDPS)